

YWCA du Canada

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Afin de poursuivre le rétablissement économique du Canada depuis la dernière récession, YWCA du Canada recommande que le gouvernement fédéral maintienne les dépenses et appuie la participation des femmes du Canada au marché du travail, y compris à l'établissement de l'infrastructure sociale. La croissance économique depuis le quatrième trimestre de 2008 révèle que le rétablissement après la récession, mesuré selon la croissance du produit intérieur brut (PIB), a ralenti de manière perceptible depuis la fin des dépenses d'infrastructures incitatives du gouvernement fédéral en mars 2011. La croissance maintenant prévue du PIB pour le deuxième trimestre 2012 devrait chuter sous la barre de 2 %, soit la plus faible croissance trimestrielle du PIB depuis le début de la reprise. Cela semble indiquer que les dépenses incitatives du gouvernement fédéral sont nécessaires pour éviter de glisser à nouveau vers la récession, mais le budget fédéral 2012 réduit les dépenses et l'emploi, ce qui aura une incidence sur le revenu, les ventes et les attentes des Canadiens à l'égard de leur sécurité économique. YWCA du Canada exhorte vivement le gouvernement fédéral à reprendre la stimulation active de l'économie, à s'abstenir de réduire les dépenses et à améliorer le pouvoir de dépenses des Canadiens à faible revenu. La construction d'un futur prospère pour notre pays exige de construire un futur prospère pour les femmes au Canada. La tendance à la hausse incessante de l'emploi des femmes depuis 1976 a doublé le nombre de femmes employées au Canada. Les femmes, qui constituent la majorité de la population du Canada, sont aussi une proportion qui augmente constamment d'une population active essentiellement composée de façon égale d'hommes et de femmes. La participation accrue des femmes à la population active est étayée par une tendance depuis plusieurs décennies à l'augmentation des femmes qui font des études supérieures. Les données de recensement indiquent que les hommes représentaient 68 % de la proportion de personnes avec un diplôme universitaire en 1971. Par ailleurs, les femmes représentaient, en 1991, 51 % de la proportion de personnes avec un tel diplôme. Le recensement de 2006 a révélé que 60 % des personnes de 25 à 29 ans avec un diplôme universitaire étaient des femmes. Pour soutenir la reprise économique et améliorer la croissance économique, le gouvernement fédéral devrait axer ses efforts pour assurer que les femmes ont accès à de l'emploi correspondant à leur éducation et à leur formation, et travaillent selon leur pleine capacité. Cet accent devrait consister notamment à élaborer l'infrastructure sociale appropriée pour soutenir la participation des femmes à la population active, discutée ci-dessous, en tenant compte des répercussions différentielles des mesures budgétaires selon le sexe.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Pour stimuler la création d'emploi, YWCA du Canada recommande que le gouvernement fédéral change le cap en matière de réduction des dépenses et de suppression des emplois de la fonction publique et procède à une analyse comparative entre les sexes des budgets publics. L'analyse comparative entre les sexes évalue les préjugés sexistes des dépenses publiques. Cet outil, qu'on appelle également analyse budgétaire sexospécifique, analyse les répercussions différentielles des processus budgétaires et des politiques macro-économiques selon le sexe. Dans le processus budgétaire, l'analyse différenciée selon les sexes permet de corriger les préjugés sexistes des politiques qui sont supposées à tort être non discriminatoires. À titre d'exemple, les suppressions d'emplois dans la fonction publique fédérale vont toucher de façon disproportionnée les femmes, leurs revenus et leur sécurité économique. Le Profil démographique de la fonction publique du Canada 2010 démontre que 55,2 % des employés de la fonction publique fédérale sont des femmes, une hausse par rapport à 42 % en 1983, et qu'elles constituent 43,8 % des cadres de la fonction publique fédérale, une hausse par rapport à 5 % en 1983. La croissance de la fonction publique fédérale a été modeste, 12,74 % sur une période de 27 ans, ou une moyenne de 0,47 % par année, loin derrière la croissance du PIB du Canada au cours de la même période. L'écart de rémunération entre les femmes et les hommes dans la fonction publique fédérale, où les femmes gagnent en moyenne 90 % des salaires des hommes, est beaucoup plus petit que dans le marché du travail en général. Dans le cas des fonctionnaires de moins de 35 ans, généralement des femmes et des hommes dont le niveau d'instruction est plus élevé et qui ont été embauchés dans des postes plus payants, l'écart de rémunération entre les sexes est seulement 3,5 %. Tout cela indique que l'impact des suppressions d'emplois dans la fonction publique fédérale du budget 2012 sera plus lourd sur les femmes que sur les hommes. Après un programme de relance qui a favorisé en large partie l'emploi dans les secteurs dominés par les hommes, il semble que le gouvernement ne corrige pas les mesures budgétaires sexistes. YWCA du Canada exhorte le gouvernement à mettre en œuvre une analyse différenciée selon les sexes dans le processus budgétaire 2013, et fasse immédiatement une telle analyse en ce qui a trait aux réductions de l'emploi et des programmes de la fonction publique fédérale du budget 2012. Les recommandations du Rapport de 2009 du Comité permanent de la condition féminine, Vers une budgétisation sensible à la sexospécificité : Relever le défi de l'égalité entre les sexes, offrent les lignes directrices de ce processus.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

L'emploi chez les femmes de 55 ans et plus augmente plus rapidement que dans tous les autres segments démographiques. YWCA du Canada exhorte le gouvernement fédéral à surveiller et à évaluer cette tendance pour acquérir une compréhension exhaustive des « conséquences et des défis associés » à une main-d'œuvre vieillissante. Un changement radical de l'âge d'accès au soutien du revenu de retraite constitue une macroréponse à un changement qu'on pourrait peut-être évaluer avec plus d'exactitude dans un cadre micro-économique. Si la tendance se poursuit, les aînées instruites et expérimentées qui demeurent en santé pourraient bien constituer une part beaucoup plus importante de la main-d'œuvre au cours des 20 prochaines années que le prévoit le gouvernement fédéral. Comme

dans le cas des autres changements démographiques, sociaux et même technologiques, il faut surveiller les tendances étroitement pour les évaluer exactement. La surveillance étroite devrait éclairer les modifications de politique du gouvernement fédéral. Les efforts pour résoudre les pénuries de compétences ne doivent pas négliger la stratégie qui est la plus efficace pour accroître la participation des femmes à la population active : l'accès à des services de garde abordables de qualité. Malgré plus de 30 ans d'augmentation ininterrompue de la participation des femmes à la population active, l'accès à des services de garde de qualité demeure immensément inadéquat. Les avantages économiques d'un régime de garde universel et accessible – d'un programme national d'éducation préscolaire et de services de garde basés sur les principes de l'universalité, de la qualité et de l'abordabilité – sont examinés de plus près ci-dessous.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Le Canada a besoin du plein engagement de sa main-d'œuvre hautement qualifiée pour augmenter la productivité. La promotion d'une économie moderne qui produit plus exige de mettre à profit le rôle accru des femmes dans la population active. Les femmes sont au centre de la prospérité et de la productivité du pays. Une politique économique qui ne reconnaît pas cela se dirige vers l'échec en ne s'appuyant pas sur les réalités du Canada d'aujourd'hui. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la stratégie qui est la plus efficace pour accroître la participation des femmes à la population active consiste à assurer l'accès à des services de garde abordables de qualité, d'un océan à l'autre. Le gouvernement fédéral devrait prendre acte de la démarche probante du Québec, la seule province du Canada dotée de l'accès universel à un régime de garde abordable. Une étude détaillée du programme de garde du Québec publiée cette année révèle que le régime de garde universel est clairement un stimulant économique, soutenant les mères pour entrer dans le marché du travail et accroître le PIB. Entre 1996 et 2008, 70 000 autres mères se sont jointes à la population active au Québec, créant un ajout de 5,1 milliards de dollars au revenu provincial brut du Québec. Le plus grand volume d'augmentation de l'emploi au Québec se situait chez les mères célibataires – 22 % – et le nombre de mères célibataires prestataires de l'aide sociale a diminué de plus de la moitié, de 99 000 à 45 000. Non seulement cela montre-t-il que le manque de services de garde est un obstacle au travail des femmes, cela indique directement que l'accès universel à un régime de garde est une stratégie pour accroître la productivité et combler les pénuries de main-d'œuvre causées par le vieillissement de la population. L'accès universel à un régime de garde abordable accroît l'accès des femmes au travail et réduit immensément le nombre de mères qui vivent de l'aide sociale. Il élargit la main-d'œuvre et donne la possibilité aux enfants d'échapper à la pauvreté en grandissant, procurant des avantages financiers à long terme pour eux en particulier et pour les gouvernements par la réduction des coûts des programmes sociaux. L'analyse économique de l'investissement du Québec dans le régime de garde a révélé de plus que chaque tranche de 100 \$ investie par la province dans les services de garde a retourné 104 \$, et garni les coffres du gouvernement fédéral de 43 \$ de plus. YWCA du Canada encourage fermement le gouvernement fédéral à tenir compte de la preuve des avantages économiques du régime universel de garde abordable, à élaborer une politique et à agir pour appuyer la mise en œuvre d'un tel régime dans l'ensemble du pays.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Le gouvernement fédéral devrait renouveler ses efforts axés sur la concrétisation de l'égalité des femmes. Malgré les gains des femmes dans l'éducation et l'emploi, beaucoup de femmes sont encore aux prises avec la pauvreté et la violence et vivent à quelques pas de l'itinérance. La violence et la maltraitance sortent 100 000 femmes et enfants de chez eux chaque année pour trouver la sécurité dans des refuges d'urgence. Il a été estimé que le coût annuel de la violence envers les femmes au Canada se situe entre quatre et six milliards de dollars. On peut épargner beaucoup en coûts humains et financiers en s'attaquant efficacement à cette difficulté. Le savoir-faire est là, dans un spectre de services solide dans la plus grande partie du pays. Il faut de l'investissement. L'itinérance des femmes – et celle des femmes qui ont des enfants – a augmenté rapidement au cours des deux dernières décennies, en raison des modifications du financement des programmes sociaux. Les prestations sociales se situent entre 20 et 76 % sous le seuil de la pauvreté (seuil de faible revenu après l'impôt) d'un bout à l'autre du pays. Les allocations de logement ne couvrent pas le coût réel du loyer. Les femmes luttent pour combler les besoins essentiels ou prennent le risque de ne pas payer leur loyer au prix de perdre leur toit. La plupart des familles sans abri sont monoparentales, et les femmes dans cette situation arrivent dans les refuges à un rythme deux fois plus élevé que les familles biparentales. Il s'agit la plupart du temps de jeunes mères avec de jeunes enfants. Plus du tiers – 37 % – des mères célibataires avec un emploi rémunéré travaillent pour moins de 10 \$ l'heure. Ce problème est particulièrement aigu dans le cas des femmes métisses, inuites et des Premières Nations. C'est le segment de la population qui croît le plus rapidement, et le taux de pauvreté des femmes métisses, inuites et des Premières Nations qui élèvent des enfants seules dépasse 70 %. Les femmes autochtones ont un revenu annuel moyen de 13 300 \$. Le taux des femmes métisses, inuites et des Premières Nations qui sont sans abri est alarmant, particulièrement chez les jeunes. Il y a une crise de l'itinérance des femmes dans les Territoires du Nord. YWCA du Canada exhorte le gouvernement à appliquer rapidement son engagement énoncé dans le discours du Trône de 2011, à savoir qu'il « prendra également des mesures à l'égard de la violence faite aux femmes et aux jeunes filles ». Il doit faire en sorte que le pays redonne un toit aux femmes qui ont perdu le leur. YWCA du Canada accueillerait avec plaisir l'occasion de se joindre à un partenariat avec le gouvernement fédéral sur ces deux enjeux.